



Éditorial

Qui invaliderait la convertibilité du développement avec la paix ? La déflagration guerrière en RD Congo et ses corollaires socioéconomiques à tous ses échelons territoriaux et, en particulier, dans sa partie orientale ; en l'occurrence, à Beni Lubero, ne font que corroborer la vérité transhistorique de cette évidence chère à l'Eglise Catholique qui, depuis l'intuition du Pape Paul VI (1967, §76) des années 1960, insiste sur le fait que le développement est le nouveau nom de la paix. A moins d'être évasives, les recherches scientifiques s'enracinent dans l'humus sociopolitique et économique du creuset de leur gestation. Elles ne peuvent se dérober à cette dure et rude réalité. Elle agite tant l'humanité que l'on ne doive pas, non plus, se lasser de la récurrence du sujet dans l'orientation de nombreux de leurs travaux. C'est pourquoi, *grosso modo*, la thématique de la paix serait aussi la file d'Ariane du présent numéro de la revue *Parcours et Initiatives* de l'Université Catholique du Graben. Nous avons l'honneur d'en présenter, à titre d'éditorial, la quintessence (parfois avec distanciation) des onze contributions constitutives qui peuvent y être rangés, *mutatis mutandis*, sous quatre rubriques itératives, selon leur émanation sociopolitique, sociojuridique, philosophico-politique et socioéconomique.

Dans la première lignée, le Professeur Nissé Nzereka Mughendi revisite ce que d'aucuns appelleraient « négomanie » et d'autres, « négociationnisme ». *De facto*, la RD Congo s'engagerait clopin-clopotant sur ce mode de résolution des conflits. Cette méthode le ferait marcher, souvent, sans espoir de les vider et, partant, de conclure à une paix durable. La lecture structurale du texte s'applique sur des accords de paix négociés entre 1997 et 2014. Elle en stigmatise le caractère déséquilibré et l'échec en matière de restauration du pouvoir étatique sur la totalité de l'étendue territoriale nationale. L'auteur attache l'in-opérativité de ces accords à la

position de faiblesse de l'Etat en amont de la tenue des pourparlers y afférents, face à celle des groupes armés. Les compromis y tourneraient donc souvent en compromission contre la nation et en défaveur de son *leadership*, depuis l'avènement belliciste enclenché par l'AFDL jusqu'à la montée récidiviste du M23 (Décembre 2012 et fin 2013), après l'accord dit de Lusaka (10 juillet 1999), celui de Sun City (1 avril 2003), ainsi que celui signé avec le CNDP (23 mars 2009) ; etc.

Par ailleurs, la paix se veut une résultante de l'action d'artisans de divers acabits. Ainsi, l'Assistant Alexis Machozi Mulyata y contribue-t-il par deux articles. L'un est consacré au concours spécifique de l'Eglise catholique, sous l'égide de la CENCO, à l'instauration en RD Congo, par le biais de la fondation de l'Etat de droit et de la consolidation des valeurs démocratiques durant le deuxième quinquennat de la Troisième République. L'engagement de cette institution ecclésiale s'avère beaucoup plus décisif face au contournement factuel ou intentionnel des valeurs consacrées par la Constitution de la Troisième République. Car, obsédée par l'idée de modification de la loi en vue de la rallonge du quinquennat de la classe au pouvoir, les caractéristiques sociopolitiques de la période sous étude semblaient si peu soucieuses de l'humain que, '*experte en humanité*', l'Eglise ne pouvait se soustraire à son devoir prophétique envers les égarements démocratiques et envers l'urgence du retour du pays à l'ordre constitutionnel et restructif d'un Etat de droit en RD Congo. Mais, la performativité de la combativité politique de l'Eglise Catholique demeurerait tonique. La subsidiarité de sa mission, les germes de contingence de son engagement politique, du fait de ne pas être soi-même une instance politique, et sa non-détention du monopole de la puissance publique ont semblé limiter l'action de l'Eglise magistérielle du pays (CENCO) à la dénonciation ; faute d'inférence vitale de sa bataille dans le quotidien du laïcat catholique sur toute l'étendue nationale.

L'autre article du même auteur prend son ancrage dans la logique du genre et de la parité intersexuelle. Il centre sa réflexion sur la citoyenneté politique de la femme congolaise durant les deux premiers quinquennats de la Troisième République. Son analyse prend pour vitrine les instruments

juridiques internationaux ratifiés et les prescrits constitutionnels et légaux du pays consacrant la parité hommes-femmes. Sur ce piédestal, le papier évalue la citoyenneté politique féminine envisagée d'un point de vue pratique, par sa représentation et sa participation politiques en établissant l'ambiguïté de l'écho textuel (juridique) au factuel (réalité). Pour finir, la citoyenneté politique de la femme RD congolaise hésite entre droit et réalité.

De sa part, le papier du Professeur Athanase Waswandi Ngoliko Athanase resitue dans la dynamique évolutive du débat conceptuel sur la puissance publique et le développement (« *Capitalist Development State* », « *État développeur* », « *Etat pro* » ou « *Welfare State* »...), en l'occurrence dans l'actualité de la RD Congo. Il y tente une modeste contribution sociopolitique et institutionnelle au grand débat jamais dévalué sur les capacités d'un Etat moderne à garantir le bien-être et à réinventer son devenir économique dans la justice et la paix. Les diverses approches sur le rôle de la puissance publique dans la promotion du développement seraient entachées de l'opacité calculatrice arbitraire de l'obsession égoïste aux dépens de la redistribution des richesses. La coexistence de l'hyper-technologique et de l'irrationnel dans le progrès alimenterait donc la faiblesse psychique et son exploitation à grande échelle. Dans le pays, comme la RD Congo confrontée à de nombreux défis, l'un des principaux interroge sur le comment prévenir et exorcise, à l'interne comme à l'externe, les manipulations mentales sur les rapports entre Etat et développement. Bien compris, l'eurythmie des intérêts particuliers avec le souci du bien commun (général), urge donc la recherche d'une économie forte sur toute l'étendue du territoire national et, par ricochet, du développement intégral, priorisant la personne humaine sur tous les pouvoirs et toutes les institutions. Cette promotion humaine, loin de laisser quelqu'un au bord du chemin, favorise la mobilisation de tous les talents, énergies et intelligence de tous, chacun restant à la place qu'il lui faut dans la société. Aussi, l'auteur met-il en exergue les diatribes contre le consumérisme et les inégalités, source d'exacerbation de la misère étourdissante et asphyxiant le bien-être pour tous les RD Congolais. L'enjeu serait donc plutôt de produire soi-même et localement, au meilleur prix, les biens de qualité ; en mettant dans le coup

la contribution des petites et moyennes entreprises (P.M.E) et des associations des producteurs et/ou des consommateurs. Quitte à oser braver les opinions courantes actuelles sur les relations entre l'Etat et le développement pour radier des limites du sous-développement et à d'engager les meilleures initiatives sur la route de la dignité et de la prospérité pour tous. N'est-ce pas la route de la construction d'une RD Congo plus belle qu'avant ?

Dans la même ligne sociopolitique, l'étude du Chef de Travaux Isaac Muhindo Kivikyavo avec l'Assistant Richard Kasereka Kasivirehi entreprend une esquisse d'explication du processus de démocratisation en RD Congo actuelle. L'objectif en est d'indiquer le rôle de l'extérieur dans ce processus. Dans ce pays, celui-ci emprunte beaucoup, notamment, des USA et du monde occidental, respectivement, par le biais institutionnel des entités de l'ONU et de l'UE qui le définissent. Si les marques en restent perceptibles au travers des organes d'appui à la démocratie, cette hétéro-définition interroge et divise la communauté nationale congolaise. Sur base des principes anciens des relations internationales, la Majorité présidentielle la décrit pour ingérence dans les affaires intérieures nationales. Au nom d'une théorie récente du devoir d'ingérence pour sauver des citoyens en danger, l'Opposition et une frange d'organisations de la Société civile le prennent plutôt pour un acte normal. Le rôle extérieur serait alors bénéfique pour étayer le processus démocratique ; notamment, en matière de respect du calendrier électoral et surtout de renoncement du Président Joseph Kabila au troisième mandat pour le moins anticonstitutionnel.

Dans l'optique de la philosophie politique, la contribution du Professeur Ildefonse Soly Kamwira réactive la tête pensante du fait de son spectre kantien vers la paix cosmopolitique perpétuelle. Forte du programme juridique d'Emmanuel Kant, et à sa lumière, elle montre combien, des six articles préliminaires ou conditions de base pour rendre la paix possible ; ainsi que de trois articles définitifs destinés à construire une paix durable ou permanente intra et/ou interétatique, le bien-être des citoyens et du développement de toute la nation congolaise s'investirait d'une auréole toujours nouvelle. De fait, face à son bellicisme multifactoriel (culturels,

politiques et historiques, Droit international inopérant...), la RD Congo vivrait en situation de « *guerre de tous contre tous* ». Pour antidote, le Professeur Ildefonse lui propose, à titre d'actualisation thérapeutique, un diagnostic holistique, pour fonder la paix perpétuelle sur une constitution républicaine. Ce serait la voie pour reconsolider ses structures et projets publics de société ; ainsi que pour se réengager dans un cosmopolitisme démocratique.

Dans la perspective sociojuridique, se signale la contribution de l'Assistant Fiston Mumbere Mitamango. Elle porte sur des perspectives RD congolaises de l'appel public à l'épargne dans la société anonyme OHADA. L'ambition en est de montrer combien l'application du droit de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) chez nous a fait intégrer en droit congolais une forme nouvelle de sociétés. Il s'agit de la société anonyme qui, contrairement aux autres formes des sociétés, a la faculté de faire appel public à l'épargne. Certes, le pays peut indubitablement en tirer parti de l'institution de l'appel public à l'épargne dans l'espace OHADA. En revanche, faute de cadre institutionnel et réglementaire, les sociétés nationales ou étrangères auraient encore du mal à y bénéficier des avantages de cet outil obtenu par le législateur OHADA pour booster leurs économies. C'est pourquoi des perspectives sur la mise en place des différentes mesures s'imposent pour l'Etat congolais ; notamment la création d'un marché financier et la spécialisation institutionnelle de sa régulation. L'effectivité de la réalisation par les sociétés commerciales de différentes opérations relatives à l'appel public à l'épargne en dépendrait ; à moins que cet outil ne serve plutôt de tremplin supplémentaire à la financiarisation monopolistique tous azimuts des IDE et des sociétés commerciales capitalistiques (à forte économie), aux dépens des ayant peu de l'économie alternative et plurielle.

L'optique socioéconomique de la paix est ici représentée par le papier concocté en commun par le Professeur Bertrand Vahavi Mulume avec Monsieur Anicet Mumbere Kanduki, ainsi que par les articles respectifs des Assistants Nzanzu Kavunga, Trésor Kasereka Kanyunyu, Alain Nzanzu Tavulyndanda et Martin Kambale Vuligho. Chez les deux premiers

chercheurs, la paix socioéconomique s'envisage du côté des consommateurs face à l'avènement et à l'expansion du transfert de fonds comme nouveau marché et du risque qu'il comporte. Les auteurs entendent montrer combien, au moment même où la théorie du consommateur fondée sur la notion d'utilité reste d'une portée pratique limitée, le choix de ceux-ci devient beaucoup plus complexe. Aussi, l'étude tente-t-elle de déterminer pourquoi les consommateurs préfèrent les services de tel ou tel guichet ; c'est-à-dire les sérieuses et minutieuses réflexions requises pour maîtriser ce marché, en améliorer le développement et l'efficacité de la rentabilité. La visée fondamentale en est de concourir à la performance du secteur financier, en surlignant les critères du choix d'un guichet de transfert d'argent en ville de Butembo. Au-delà de la différence de coûts et de méthodes de transfert, elle révèle plusieurs autres déterminants de la préférence des consommateurs du service de transfert : risques connexes au transfert, sécurité, rapidité, facilité, liquidité, commission exigée, emplacement du guichet, destination de fonds, etc.

Pour le même souci de paix économique, le texte de Nzanu Kavunga illustre la lancée de la notion de risque au sein de la gestion de la Rawbank/Butembo. Inhérents souvent aux opérations bancaires, les risques y nécessitent, pour les contrer, les amenuiser ou les enrayer, une action prudentielle dans le pilotage de ce genre d'institutions financières. L'analyse menée par ce papier mène consiste à les identifier et à les évaluer ; ainsi qu'à mobiliser les moyens nécessaires à l'impérieuse gestion efficace et de la banque. Leur nomenclature contraste ainsi les risques de crédit avec ceux de marché, ceux du taux d'intérêt, ceux de change, ceux de liquidité, ainsi que les risques opérationnels. C'est alors que, dans sa facette pragmatique, sur base des critères d'anomalie, de contrôle permanent et ponctuel des opérations, la Rawbank s'applique à maîtriser les risques, conformément à sa conception théorique du panier assortis au crédit dans chaque secteur d'activités. En cela, elle combinerait toujours différentes alternatives. Les dispositifs modernes et stratégies de minimisation des risques font appel à la caméra de surveillance, aux objectifs de régularité, aux règlements et instructions, aux chartes, aux évaluations de performance des activités, au

contrôle partiel ou intégral des encaisses, aux formations régulières des agents, aux mises à jour procédurales, aux logiciels de gestion, etc.

De sa part, l'Assistant Trésor Kasereka Kanyunyu souligne l'intérêt pratique, empirique et théorique attaché indiscutablement au phénomène économique des enchères. Il s'applique à en expliquer les composantes du marché dans les Eglises protestantes en ville de Butembo, aux fins d'en déceler le fonctionnement. Les empiries du terrain ont fait conclure son analyse sur le fait que la particularité de l'offre des biens sur le marché en étude. Exprimée par des chrétiens sans rationalité capitalistique, elle tient de l'apport de chaque chrétien en fonction de la disponibilité de moyen, de son activité et, beaucoup plus, de sa volonté compréhensive de la magnificence de Dieu. Par ailleurs, 37,5% des enquêtés demanderaient des biens aux enchères, soit pour s'assurer des bénédictions, soit pour contribuer au financement des activités ecclésiales, soit pour les deux motivations à la fois. C'est en cela que, par rapport aux biens et services issus d'un achat ordinaire sur le marché, ceux issus des enchères, acquerraient une grande valeur intrinsèque. La fixation de leurs prix d'équilibre tient, soit de la capacité financière des chrétiens, soit du prix en vigueur sur le marché.

Dans la même lancée socioéconomique, l'Assistant Alain Nzanu Tavulyandanda tourne nos yeux vers le détournement des COOPEC de Butembo du modèle Desjardins vers l'actionnariat. Sa remise en cause de l'appellation « *COOPEC* » de ces institutions table sur un certain nombre des faits : le peu de différence entre leurs membres auxiliaires et clients d'une société ; la répartition des trop-perçus au *prorata* plutôt des mises que des transactions avec leurs institutions ; la rémunération des fonctions administratives au sein des organes. Ainsi, la dualité sociale et entrepreneuriale des COOPEC de Butembo s'étierait. Plus « coopératives » de forme que de fond, le pragmatisme en mal de capitalisation en rend ambivalentes les actions. Leur proximité des sociétés par action les éloignerait du type Desjardins, par récupération et/ou par banalisation.

Un autre son de cloche sur la paix par la socio-économie est signé par émis par l'Assistant Martin Kambale Vuligho. Il cerne la question des

institutions socioéconomiques de base en tant que moteur du « *Big Push* » développemental local. Sa vitrine de regard, c'est le tronçon routier Butembo-Manguredipa, dont le délabrement affecte l'économie locale de la contrée desservie sur l'axe. Faute de fluidité du trafic des personnes et des biens, cet état fait enregistrer cette zone agricole des pertes économiques colossales, plombant ainsi son développement socioéconomique. A moins d'être réhabilité et régulièrement entretenu, les états des lieux sus-décrits risqueraient d'empirer à la longue, faute de praticabilité durable de cette route. D'où, la sonnette d'alarme pour interpeler dirigeants nationaux, provinciaux et locaux avec la citoyenneté responsable, dans l'optique du partenariat public privé.

En marge du parcours des textes du présent numéro, la revue *Parcours et Initiatives* rend compte du caractère multidirectionnel et multidimensionnel de la paix. Puissent les lecteurs de cet ouvrage y trouver des moyens pour enrichir leur volonté de contribuer à son avènement, sans la réduire à ce que, nuançant Emmanuel Kant, l'inventeur de l'expression pour viser la paix perpétuelle ou éternelle, d'aucuns stigmatisent comme « *paix des cimetières* ».

Jean-Bosco Kakule Matumo

Professeur Associé

	Université Catholique du Graben CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES DU GRABEN B.P. 29 BUTEMBO/NORD-KIVU
	PARCOURS ET INITIATIVES
	Editorial -----Erreur ! Signet non défini. Négocier la paix en position de faiblesse : analyse structurale des accords de paix négociés par la RDC entre 1997 et 2014. ----- IX Engagement politique de l'Eglise catholique de la RDC durant le deuxième quinquennat de la Troisième République : Evaluation de la performativité --Erreur ! Signet non défini. L'Etat et le développement, un débat conceptuel en pleine évolution Erreur ! Signet non défini. Interventions étrangères et réactions congolaises dans la démocratisation de la RD. Congo après 2011 -----Erreur ! Signet non défini. Les conditions d'une paix stable selon les neuf articles d'Emmanuel Kant dans « Vers la Paix perpétuelle ». Une philosophie politique d'actualité en RD. Congo --Erreur ! Signet non défini. La citoyenneté politique de la femme RD congolaise : entre droit et réalité -Erreur ! Signet non défini. L'appel public à l'épargne dans la société anonyme OHADA : perspectives pour la RDC-----Erreur ! Signet non défini. Choix d'un guichet de transfert de fonds par la population de la ville de Butembo -----Erreur ! Signet non défini. Les risques bancaires et la gestion prudentielle des opérations bancaires ----Erreur ! Signet non défini. Le marché des enchères dans les Eglises protestantes en ville de Butembo --Erreur ! Signet non défini. Les coopératives d'épargne et de crédit de Butembo. Entre coopératives prototypes Desjardins et sociétés par action -----Erreur ! Signet non défini. Infrastructures routières rurales et économie locale. Cas de la zone de Manguredjipa -----Erreur ! Signet non défini.
	N° 20 Mai 2020

Parcours et Initiatives

N° 20

Direction et Administration

Directeur de Publication : Professeur Symphorien KAMBALE KATHAVO

Secrétaire du Comité de rédaction : CT Gerlas PALUKU KISONIA

Mise en page : CT Florent KAMBASU KASULA

COMITE SCIENTIFIQUE

- | | |
|-----------------------------|----------------------------------|
| 1. P.O. MAFIKIRI TSONGO | 18. P.A. KAMBALE MAHUKA |
| 2. P. O. MUHINDO MALONGA | 19. P.A. KATUNGU KIBWANA |
| 3. P. KAKULE VYAKUNO | 20. P.A. KAKULE MATUMO |
| 4. P. KAMBALE VALIMUNZIGHA | 21. P.A. PALUKU MALIRO |
| 5. P. MBOKO VUTALA. | 22. P.A. MUSONGORA SYASAKA |
| 6. P. MULENDEVU MUKOKOBYA | 23. P.A. PALUKU MUKWEMULERE |
| 7. P. MUHINDO SAHANI | 24. P.A. LUKWAMIRWE KASIKA |
| 8. P. KATSUVA MUHINDO | 25. P.A. MUKIRANIA KAHAMBU Nosta |
| 9. P. VIKANZA KATEMBO | |
| 10. P. NZEREKA MUGHENDI | |
| 11. P. PALUKU MUTIVITI | |
| 12. P. SOLY KAMWIRA | |
| 13. P. VAHAVI MULUME | |
| 14. P. KAMBALE MIREMBE | |
| 15. P. KASEREKA MWANAWAVENE | |
| 16. P.A. KABABALA VUTSOPIRE | |
| 17. P.A. KAHINDO MUHESI | |

Parcours et Initiatives

DIRECTION ET ADMINISTRATION

Université Catholique du Graben

B.P. 29 Butembo / Nord – Kivu

Centre de Recherches Interdisciplinaires du Graben

crigpug2018@gmail.com ou crig@ucgraben.ac.cd

Tél. +243 997 703 878

+243 999 419 554

Prix d'achat :

- En R.D.C. : 20\$ ou l'équivalent en Francs Congolais
- A l'étranger : 25\$ ou l'équivalent en Euro.

N° du dépôt légal : 11108-2002-38

© 2020, Presses Universitaires du Graben

Centre de Recherches Interdisciplinaires du Graben

P.U.G- C.R.I.G

